Deloitte.

Apprentissage et la garde des jeunes enfants : une infrastructure économique essentielle

Mars 2021

UNE INFLUENCE MARQUANTE depuis 1845

Apprentissage et la garde des jeunes enfants : une infrastructure économique essentielle – table des matières

01 **Introduction** 03

02 **Impératif économique** 04

03 **Situation de l'apprentissage des jeunes enfants au Canada** 07

04 **Avantages de l'EPE** 12

05 **Analyse coûts-bénéfices de l'EPE** 19

06 **Recommandations** 25

07 **Références** 30

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Introduction

Investir dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (AGJE) peut tendanciellement stimuler la croissance économique au Canada. Un programme d'AGJE de grande qualité, offert aux tout-petits sur plusieurs années, fondé sur un programme éducatif et donné par des éducateurs qualifiés, peut offrir un certain nombre d'avantages :

Avantages pour les enfants : les investissements peuvent avoir des répercussions positives sur l'avenir des enfants – meilleures compétences comportementales et sociales, meilleure santé mentale et physique et, à plus long terme, meilleurs résultats sur le marché du travail.

Participation accrue des femmes au marché du travail : le développement de l'éducation de la petite enfance peut avoir des retombées économiques positives en favorisant la participation des femmes au marché du travail.

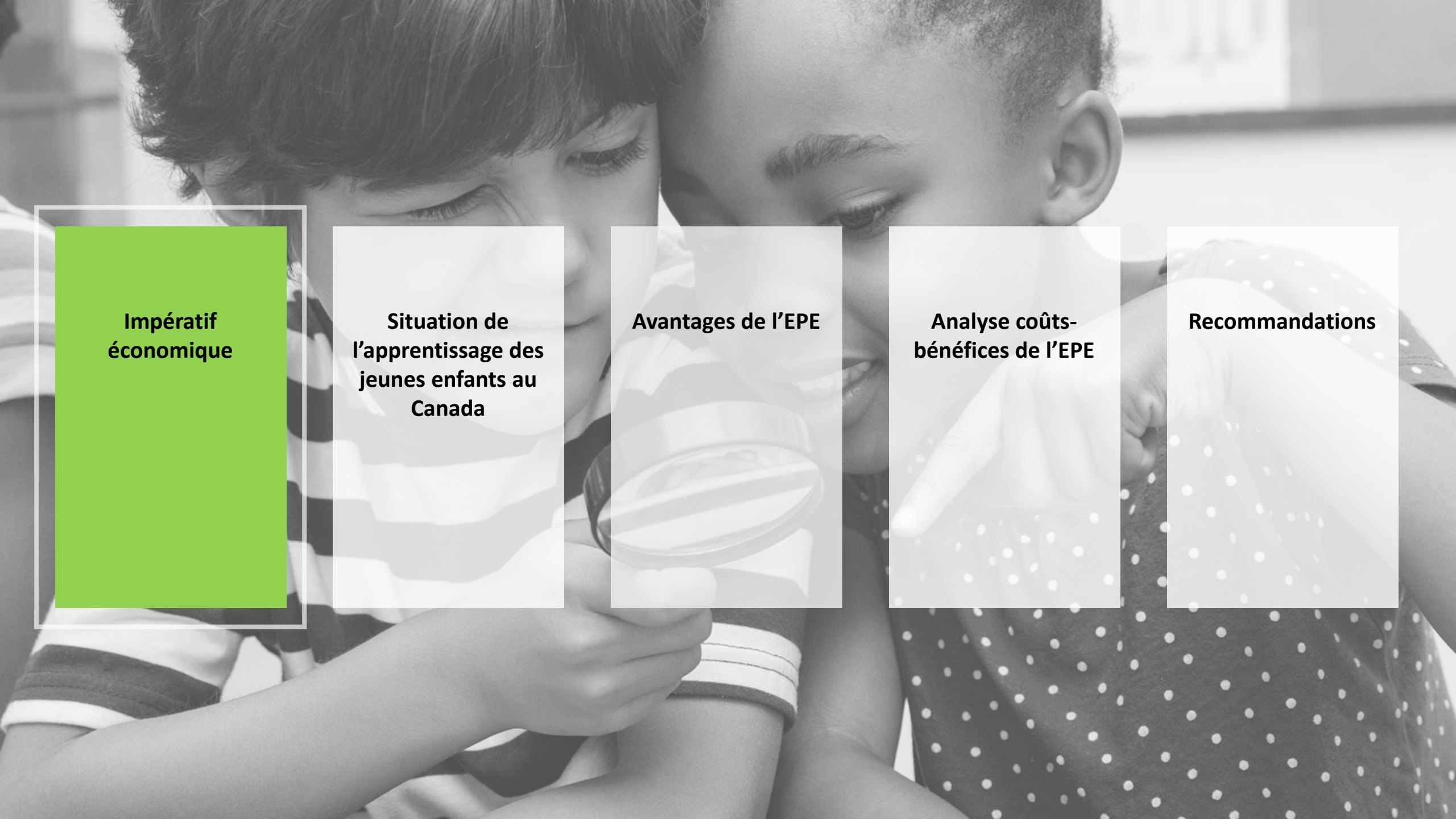
Avantages pour les parents : en plus d'accroître la participation des femmes au marché du travail, l'AGJE peut réduire le stress des parents et améliorer leur santé mentale, avec des effets positifs sur leurs enfants, leur rendement au travail et leur niveau de vie.

Promotion de l'égalité : il apparaît également que ce sont les Canadiens à faible revenu qui tirent le plus grand profit des investissements dans l'AGJE et que cela peut aider à contrer certains problèmes socioéconomiques, comme l'inégalité des revenus.

Réduction du recours à l'éducation spécialisée : nous avons pu constater que l'AGJE a des effets durables sur la réduction du recours à l'éducation spécialisée aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et dans d'autres économies avancées.

Ces avantages créent des revenus supplémentaires qui génèrent des retombées fiscales pour les gouvernements et réduisent la demande de transferts gouvernementaux et d'autres programmes de soutien. S'appuyant sur des réflexions et des études sur l'éducation de la petite enfance (EPE), ce rapport a pour but de démontrer pourquoi il faut investir davantage et comment nous pouvons établir un système idéalement universel d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui profitera à l'économie et à la société.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.



Impératif économique

Situation de l’apprentissage des jeunes enfants au Canada

Avantages de l’EPE

Analyse coûts-bénéfices de l’EPE

Recommandations

Impératif économique : pourquoi le Canada doit investir dès maintenant dans l'EPE

- La pandémie de la COVID-19 nous a plongés dans la pire récession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et a révélé des failles importantes dans notre infrastructure sociale.
- Depuis un an, la fermeture des écoles et des centres de la petite enfance partout au pays a forcé de nombreuses femmes à se retirer du marché du travail.
- Malgré la reprise économique, la lente croissance de la population active et la faible productivité limiteront la croissance économique du Canada.
  - Cette lente croissance économique pose problème, car la faible croissance des revenus ne peut contribuer à l'amélioration du niveau de vie.
- Comme l'indique le rapport *Catalyseur*[1] de Deloitte paru en septembre dernier, les perspectives économiques étaient plutôt modestes au Canada avant la pandémie, avec une lente croissance attribuable au vieillissement de la population et à une maigre croissance de la productivité. Cette faible productivité est due à de nombreux facteurs, mais, sur le plan de la main-d'œuvre, elle s'explique par des pénuries de travailleurs hautement qualifiés, un déclin de la demande pour les emplois moyennement qualifiés et des obstacles à la réussite pour les familles à faible revenu et les segments désavantagés de la population, dont les femmes.
- Face à ces défis, le Canada a besoin d'une reprise des plus vigoureuses et surtout d'une reprise inclusive. Nous devons nous engager sur la voie d'une croissance économique tendancielle plus forte, qui hausse le niveau de vie et réduit les inégalités.
- En investissant dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, nous pouvons compenser certaines de ces tendances structurelles en stimulant la main-d'œuvre actuelle et future, de même que la productivité de cette main-d'œuvre future, afin d'avoir une croissance économique plus solide.
  - En offrant aux enfants un meilleur départ dans la vie, nous contribuons à l'émergence d'une main-d'œuvre future plus résiliente.

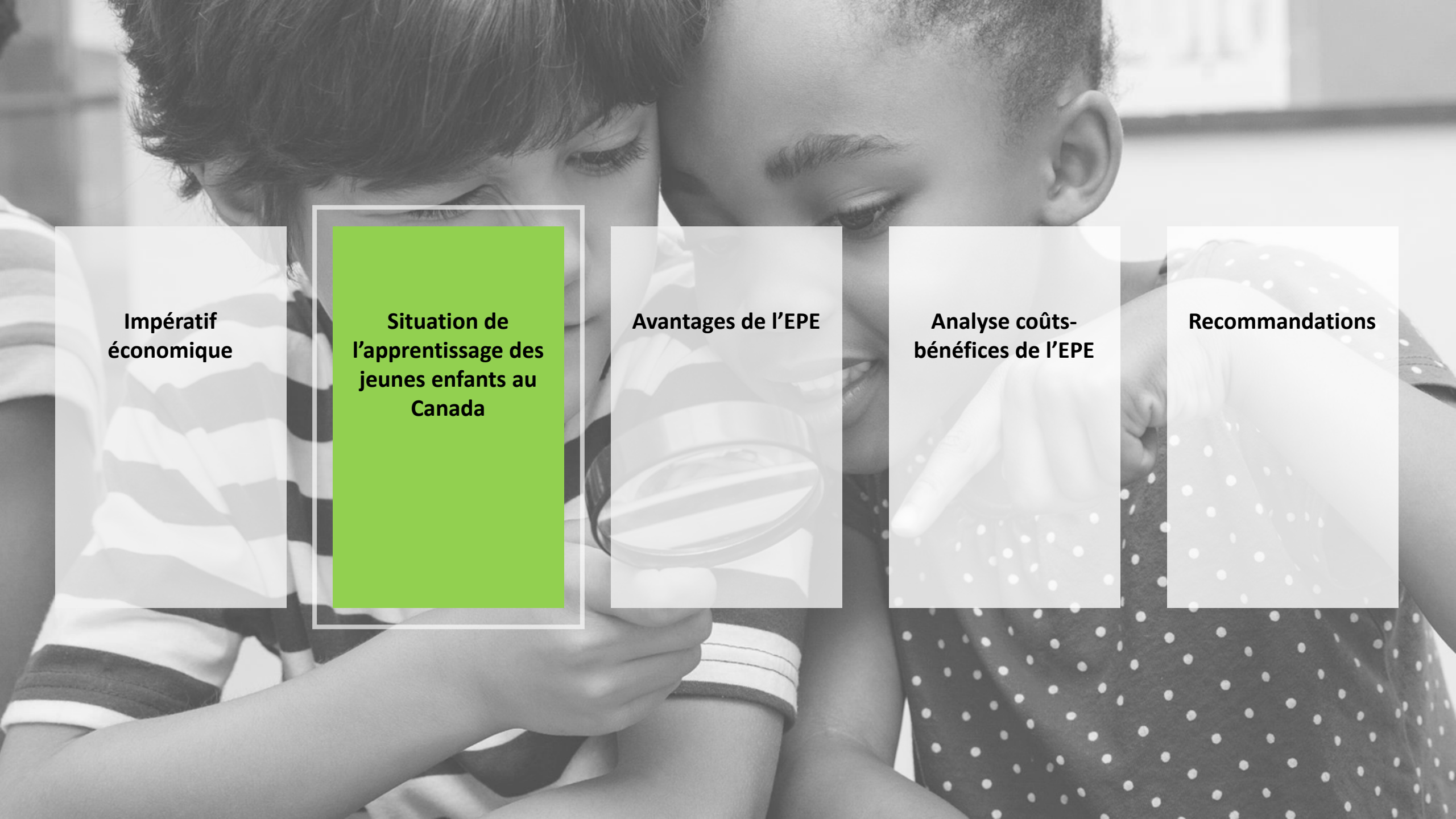
1. Deloitte, 2020.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Impératif économique : pourquoi le Canada doit investir dès maintenant dans l'EPE (suite)

- Si le creusement des inégalités était déjà préoccupant avant la pandémie, la COVID-19 a aggravé ce problème sociétal et économique. Les secteurs les plus durement touchés par le ralentissement tendent à embaucher un nombre plus élevé que la moyenne de travailleurs faiblement rémunérés, qui font essentiellement partie des populations les plus vulnérables du Canada : les femmes, les minorités visibles, les immigrants, les Autochtones et les jeunes.
- L'AGJE pourrait favoriser l'égalité des chances pour les enfants, quel que soit leur milieu socioéconomique.
  - Puisque les familles à revenu élevé peuvent déjà se permettre des services d'AGJE de grande qualité, le fait d'investir davantage dans ce secteur profitera aux familles à faible et moyen revenu, ce qui contribuera à réduire les inégalités.
- Les retombées de l'AGJE pour le gouvernement sont supérieures au coût des investissements, ce qui signifie que le financement de l'apprentissage des jeunes enfants est sensé malgré les énormes déficits causés par la pandémie.
- Alors que nous cherchons des moyens de stimuler l'économie, nous devons nous rappeler que les investissements dans l'AGJE peuvent avoir des effets immédiats et directs sur notre économie en créant des emplois pour les éducateurs de la petite enfance et sur les entreprises qui fournissent des établissements d'AGJE dans les collectivités partout au Canada.
  - Dans ce rapport, nous plaidons en faveur d'une augmentation du financement de 7 à 8 G$, ce qui créera de nombreux emplois et accroîtra nettement la part de la croissance attribuable au secteur de l'éducation – et contribuera à la reprise économique.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.



Impératif économique

Situation de l’apprentissage des jeunes enfants au Canada

Avantages de l’EPE

Analyse coûts-bénéfices de l’EPE

Recommandations

Aperçu : situation de l’apprentissage des jeunes enfants au Canada

- L’accès à l’AGJE est limité dans de nombreuses régions du Canada, ce qui complique la tâche des parents.
- Sur le plan des inscriptions, le Canada se situe nettement sous la moyenne de l’OCDE pour les enfants de moins de 5 ans.
- Les élèves canadiens sont beaucoup moins susceptibles que les élèves de pays comparables d’avoir suivi un programme d’EPE pendant trois années ou plus. Cette période plus courte se traduit par un retard dans l’acquisition des compétences.
- La proportion d’élèves au Canada qui n’ont que peu ou qui n’ont pas du tout participé à des programmes d’apprentissage des jeunes enfants est considérablement plus élevée que celle de pays comparables, et les élèves des écoles défavorisées sont plus susceptibles de ne jamais y avoir participé.
- L’OCDE mesure la qualité des programmes d’EPE à l’aide de plusieurs indicateurs : la durée de l’EPE (c.-à-d. plus de deux ans), le ratio enfants-éducateur, les dépenses publiques par enfant ainsi que la formation du personnel et la satisfaction au travail[1].
  - Le Canada fait moins bien que la moyenne de l’OCDE sur plusieurs indicateurs de la qualité de l’apprentissage des jeunes enfants, notamment la durée de participation aux programmes et la formation du personnel.

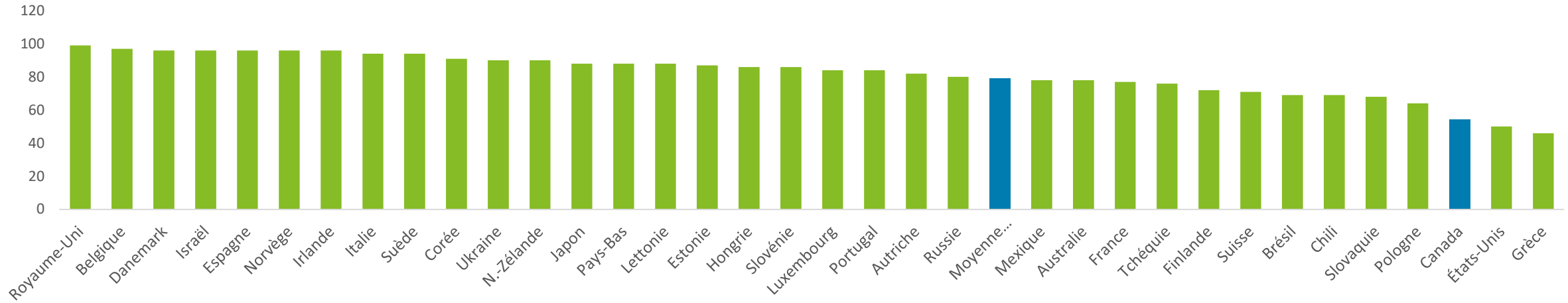
1. OCDE, 2017.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Taux d’inscription à l’éducation de la petite enfance au Canada

- Globalement, le Canada fait bonne figure quant à l’éducation des enfants de 5 ans, 96 % d’entre eux étant inscrits à l’école à temps plein ou à temps partiel[1]. Par contre, le Canada affiche de piètres résultats quant à l’éducation des enfants de moins de 5 ans.
- En 2019, seulement 41 % des enfants de 4 ans au Canada étaient inscrits à des programmes à temps plein ou à temps partiel offerts dans des écoles publiques[2]. Le Québec, l’Ontario, les Territoires-du-Nord-Ouest et la Nouvelle-Écosse offrent des programmes à temps plein aux enfants de 4 ans, les provinces des Prairies offrent l’école à temps partiel à certains enfants, et la Colombie-Britannique et l’Alberta n’ont pas de programmes d’EPE dans leurs écoles.
- À l’échelle internationale, le Canada se classe dans les dernières économies avancées sur le plan de l’AGJE (y compris dans les écoles) pour les enfants de 2 à 4 ans (Figure 1). Parmi les pays répondants, le Canada arrive derrière tous les pays hormis les États-Unis et la Grèce. Dans l’ensemble, il faudrait qu’au moins 290 000 enfants de plus soient inscrits à un programme d’EPE au Canada pour atteindre le taux moyen d’inscription de l’OCDE pour les enfants de 2 à 4 ans, soit environ 79 %[3].
- Dans de nombreux pays de l’OCDE, dont la France, le Royaume-Uni et le Danemark, 100 % des enfants de 4 et 5 ans sont inscrits à l’école. Certains pays ont même un taux d’inscription de 100 % pour les enfants de 2 et 3 ans, suggérant que le Canada a encore beaucoup de possibilités d’améliorer ses taux d’inscription à l’EPE.

Figure 1 : Pourcentage des enfants de 2 à 4 ans inscrits à l’éducation de la petite enfance



Source : OCDE. Les données pour le Canada datent de 2017 et viennent du *Rapport sur l’éducation à la petite enfance 2017*, 2017.

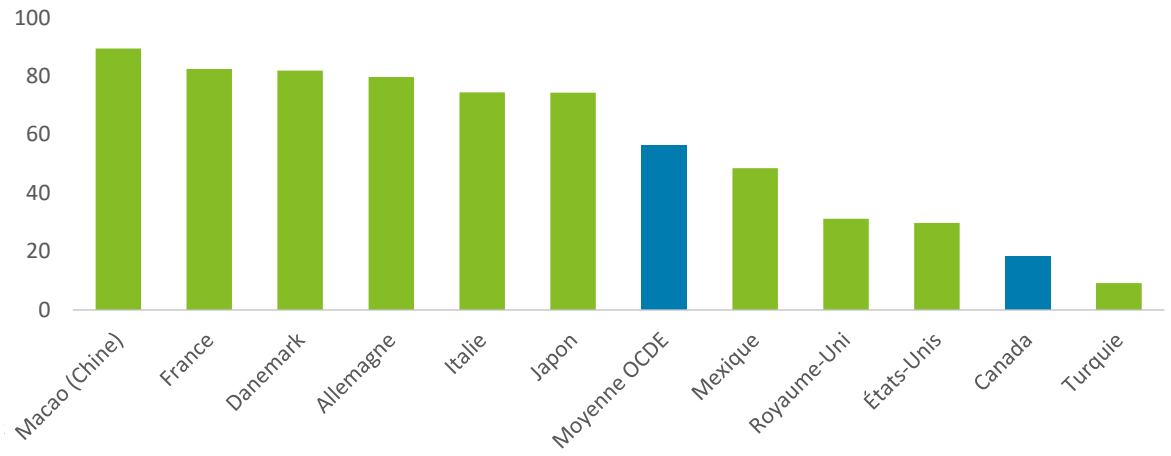
1. McCain, 2020. (McCain, M. *Early Years Study 4*, Toronto, Ontario, Margaret and Wallace McCain Family Foundation Inc., 2020.)
2. *Ibid*.
3. Les estimations de la population de 2017 ont été utilisées pour les enfants de 2 à 4 ans au Canada; Statistique Canada, tableau 17-10-0005-01.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Durée de l’éducation de la petite enfance au Canada

- Le nombre d’enfants au Canada qui ont été inscrits à l’éducation de la petite enfance (EPE) pendant trois ans ou plus est nettement inférieur à la moyenne de l’OCDE et inférieur à celui de tous les pays du G7 (Figure 2).
  - Seulement 18 % des élèves de 15 ans au Canada ont déclaré avoir été inscrits à l’EPE pendant trois ans ou plus, comparativement à une moyenne de 56 % des élèves dans les pays de l’OCDE[1]. Entre-temps, dans certains pays comme l’Allemagne et la France, ce sont au moins 80 % des élèves qui sont inscrits à l’EPE pendant trois ans ou plus.
- Une autre façon de voir les données sur les taux d’inscription et la durée est de considérer le nombre d’élèves qui n’ont pas été inscrits du tout à l’EPE, ou qui y ont été inscrits moins d’un an.
  - Environ 15 % des élèves au Canada ont déclaré n’avoir jamais été inscrits à l’EPE, soit plus du double de la moyenne des 77 pays examinés par l’OCDE[2].
- De plus, les élèves qui n’ont jamais été inscrits à l’EPE sont plus susceptibles d’être des élèves d’écoles défavorisées. Environ 18 % des élèves canadiens des écoles défavorisées n’ont jamais été inscrits à l’EPE, comparativement à 9 % des élèves des écoles favorisées[3].

Figure 2 : Pourcentage des élèves de 15 ans qui ont été inscrits à l’EPE pendant 3 ans ou plus (2018)



1. OCDE, 2020a.
2. *Ibid*.
3. OCDE, 2020a. Le profil socioéconomique est mesuré selon l’indice PISA de statut économique, social et culturel (SESC). Une école de milieu défavorisé (favorisé) est une école située dans le quartile inférieur (supérieur) de l’indice SESC du pays ou de l’économie visé.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Qualité de l'éducation de la petite enfance au Canada

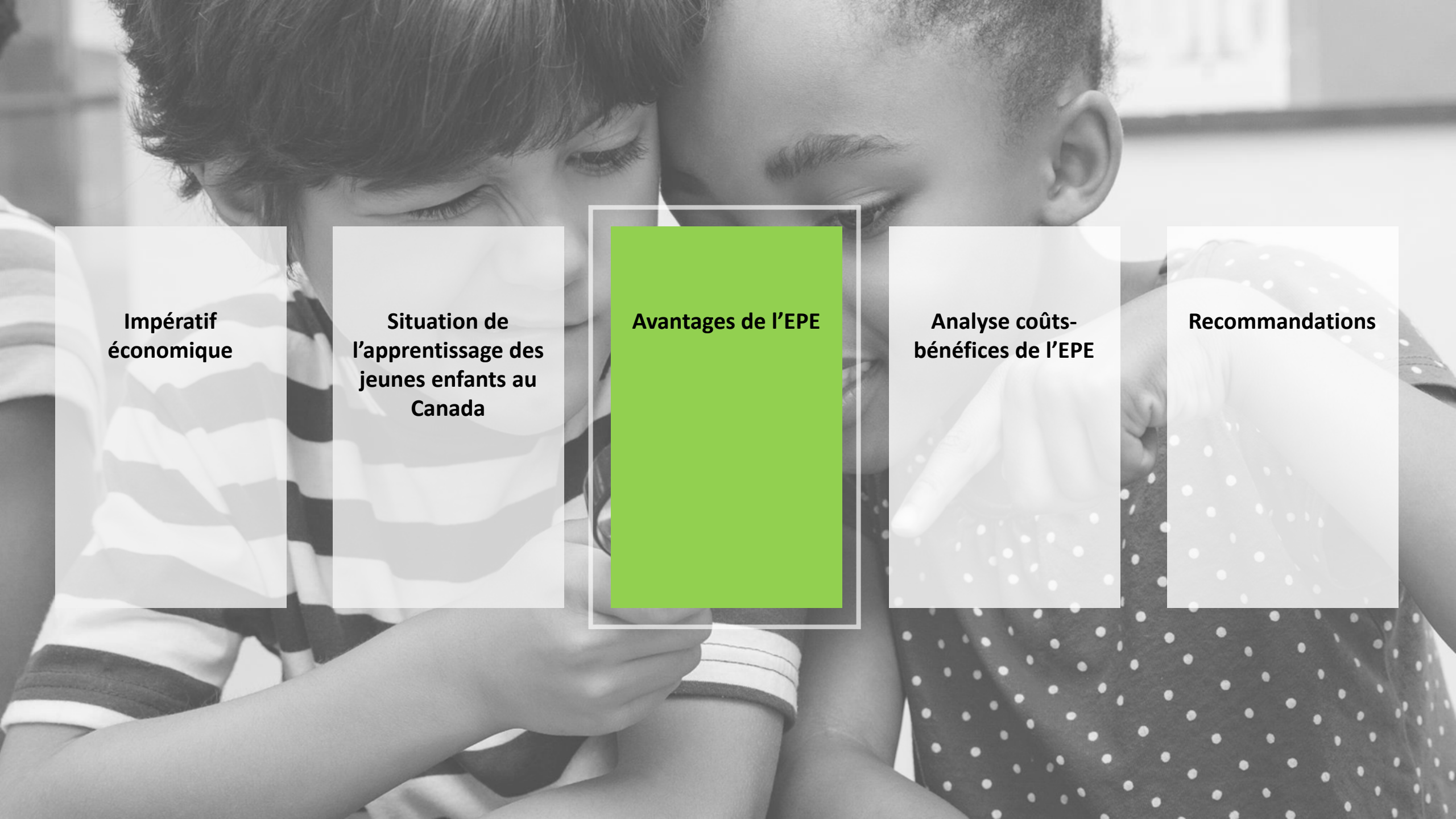
- La pandémie a fait ressortir toute l'importance des services de garde. Cela dit, si le Canada doit investir dans le développement des services de garde, il doit saisir cette occasion pour offrir des programmes éducatifs aux jeunes enfants qui les fréquentent. Ces programmes peuvent accroître les compétences des jeunes enfants, ce qui leur procure des avantages à long terme.
- Pour maximiser les avantages, les programmes doivent offrir des apprentissages de grande qualité aux jeunes enfants, c'est-à-dire des occasions d'apprentissage qui s'étendent sur plusieurs années, encadrées par des éducateurs qualifiés selon des ratios éducateur-enfants élevés, et qui sont basées sur le jeu et l'enseignement.
- La qualité, toutefois, peut être difficile à définir. L'OCDE mesure la qualité des programmes d'EPE à l'aide de plusieurs indicateurs : la durée de l'EPE (c.-à-d. plus de deux ans), le ratio enfants-éducateur, les dépenses publiques par enfant ainsi que la formation du personnel et la satisfaction au travail[1].
- Dans *Prêts pour la vie*, le Conference Board du Canada évalue la performance du Canada en fonction de ces indicateurs de qualité et constate que le Canada tire de l'arrière quant au taux d'inscription à l'EPE, à sa durée et à la formation du personnel[2]. Les données limitées sur les ratios enfants-éducateur au Canada et à l'étranger laissent entendre que le Canada se situe dans la moyenne comparativement à l'OCDE[3].
- En ce qui a trait aux dépenses, l'historique des investissements du Canada dans l'EPE est décevant. Par exemple, en 2006, le Canada a consacré environ 0,25 % du PIB à l'EPE, beaucoup moins que la moyenne de l'OCDE de 1 %[4]. Les dépenses ont grimpé à 0,6 % du PIB en 2014, s'approchant de la moyenne de l'OCDE des dernières années. Cela est positif, mais ce financement accru n'a pas donné lieu à un taux d'inscription à l'EPE et à une durée comparables à ceux de l'OCDE – et ce sont les effets du financement sur les enfants qui comptent.

L'EXPÉRIENCE DU QUÉBEC

- Le Québec subventionne l'AGJE depuis 1997 et son expérience relativement à la qualité mérite que nous nous s'y attardons.
- Plusieurs chercheurs au Canada et aux États-Unis ont examiné les répercussions du système de services de garde du Québec sur la santé, le vocabulaire, le développement moteur et social et le comportement des enfants, et sur le bien-être des parents.
- Leurs constatations sont mitigées, du fait que les résultats moyens du programme québécois masquent de grandes disparités dans la qualité de l'éducation reçue et d'autres caractéristiques, et qu'il est donc possible d'en tirer des conclusions trompeuses[5].
- En fait, lorsque nous nous concentrons sur les centres de la petite enfance (CPE), les services de garde de meilleure qualité, les résultats des recherches médicales et psychologiques permettent de constater des répercussions positives sur le développement cognitif, la santé et le comportement des enfants[6].

1. OCDE, 2017.
2. Alexander et coll., 2017.
3. *Ibid*.
4. *Rapport sur l'éducation à la petite enfance 2014*.
5. Kottelenberg et Lehrer, 2013.
6. Haeck et coll., 2015b.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.



Impératif économique

Situation de l’apprentissage des jeunes enfants au Canada

Avantages de l’EPE

Analyse coûts-bénéfices de l’EPE

Recommandations

Aperçu : avantages de l’éducation de la petite enfance

Avantages pour les enfants

Les données scientifiques montrent que le développement du cerveau est déjà bien avancé avant que la plupart des enfants canadiens n’entrent à l’école.

Avantages pour les parents

D’abord et avant tout, l’EPE permet aux parents de très jeunes enfants de participer au marché du travail. L’EPE peut également réduire le stress parental.

Participation des femmes au marché du travail

Investir dans un système universel d’EPE pourrait ajouter de 89 000 à 300 000 femmes au marché du travail, élargissant ainsi le bassin de talents et de compétences.

L’EPE en tant qu’agent d’égalité

D’après des études sur le sujet, l’accès à des services de garde abordables et de grande qualité peut aussi réduire les inégalités des revenus.

Soutien aux enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux

L’EPE a des effets durables sur la réduction du recours à l’éducation spécialisée, et donc sur ses coûts.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Avantages pour les enfants

- L'EPE permet aux enfants d'accéder plus tôt à un milieu d'apprentissage structuré, au moment où ils commencent à apprendre.
  - Il est largement démontré, sur le plan médical, que le cerveau commence à se développer avant la naissance et que les bases d'acquisition des compétences futures se forment avant six ans — quand entre en jeu l'EPE.
  - Par exemple, l'acquisition des compétences de base essentielles — comme la lecture, l'écriture et le calcul — peut être accrue par le jeu et les interactions.
- Au-delà des compétences cognitives, les enfants acquièrent des compétences sociales cruciales en interagissant avec les autres. Dans le cadre de l'EPE, les enfants peuvent interagir davantage avec d'autres enfants et avec les personnes qui s'occupent d'eux en dehors de leur famille. Ces interactions forment la base des compétences et des capacités dont l'économie canadienne a besoin, et auxquelles les employeurs donnent de plus en plus la priorité.
- Un examen des indicateurs de développement des jeunes enfants montre qu'environ 25 % des enfants sont vulnérables dans au moins un domaine essentiel du développement, et qu'il serait avantageux pour bon nombre d'entre eux d'avoir des compétences plus solides concernant le langage et le comportement/les émotions[1].
- Les recherches sur l'expérience de l'AGJE au Québec ont permis de constater que, chez les enfants dont la mère a un faible niveau d'instruction, ceux qui ont été inscrits à l'AGJE s'en tiraient mieux sur le plan cognitif (maturité scolaire et résultats en vocabulaire, lecture et mathématiques) que les enfants qui n'ont pas été inscrits à l'AGJE[2].

1. Données de l'*Instrument de mesure du développement de la petite enfance*, publiées par l'Institut canadien d'information sur la santé.
2. Geoffroy et coll., 2010.

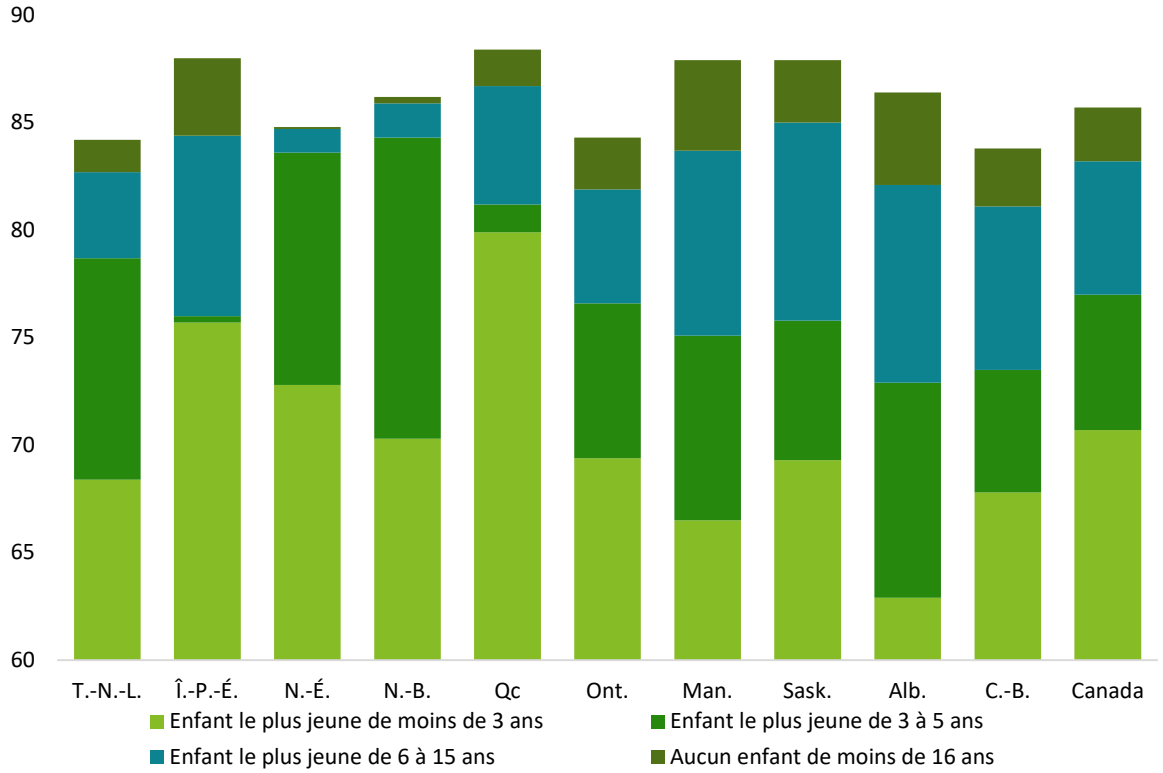
©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Avantages pour les parents

Amélioration de la participation des femmes au marché du travail :

- Ces 40 dernières années, nous avons constaté une amélioration considérable de la participation au marché du travail des femmes en âge de travailler, passant d'environ 60 % en 1980 à environ 84 % en janvier 2020[1].
- Toutefois, la pandémie a exacerbé les défis auxquels les femmes font face lorsqu'elles tentent de concilier carrière et famille — leur participation au marché du travail a chuté à 78,1 % en avril 2020, le taux le plus bas observé en 20 ans[2].
- En janvier 2021, 246 000 personnes travaillaient à temps partiel pour des raisons de garde d'enfants. De ce nombre, 235 000, ou 96 %, étaient des femmes[3].
- L'adoption d'un système d'AGJE universel peut combler cet écart en bonne partie.
- Si nous amenons le taux de participation des femmes ayant des enfants de 2 à 4 ans au taux de participation moyen des femmes ayant des enfants de 5 ans, qui ont accès à l'école primaire, ce sont jusqu'à 89 000 femmes de plus qui pourraient travailler[4].
- Si nous nous appuyions sur l'analyse de Pierre Fortin, Ph. D., et de ses collaborateurs, ce sont plutôt 281 000 femmes qui auraient pu s'ajouter au marché du travail canadien en 2019[5].

Figure 3 : La participation au marché du travail des femmes ayant de jeunes enfants est inférieure à la moyenne



Source : Analyse de Deloitte. Données de Statistique Canada, 2019.

1. Statistique Canada, tableau 14-10-0287-03.
2. *Ibid*.
3. Statistique Canada, tableau 282-0013.
4. Calcul effectué en appliquant le taux de participation des mères d'enfants d'âge scolaire aux mères d'enfants de 2 à 4 ans au Canada.
5. On suppose que le même pourcentage d'augmentation de l'emploi maternel au Québec entre 1997 et 2008 (soit 14 %) a été appliqué à l'emploi maternel dans le reste du Canada. Pierre Fortin et ses collaborateurs estiment que 70 000 mères d'enfants de 0 à 15 ans de plus occupaient un emploi au Québec en 2008, comparativement à 1997. Cela représente une augmentation d'environ 14 % de l'emploi maternel au Québec durant cette période. Si l'on applique la même augmentation de 14 % au reste du Canada en 2019, 281 000 mères de plus auraient occupé un emploi (soit 2 008 100 x 14 %). Pour en savoir davantage, consultez le rapport complet.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Avantages pour les parents (suite)

Réduction du stress :

- En l'absence de milieux fiables, sécuritaires et enrichissants pour leurs enfants, certains parents choisissent de quitter le marché du travail pour s'occuper de leurs enfants jusqu'à ce qu'ils aient l'âge d'entrer à l'école.
- Cela peut réduire le revenu du ménage et exercer une pression sur le seul salarié de la famille. En période de déclin économique, cela peut créer un stress financier immense.
  - En effet, une étude menée par le Conference Board du Canada en 2017 montre que 43 % des familles dont la mère ne travaillait pas avaient un revenu inférieur à 36 000 $[1].
- Pour les parents d'enfants qui présentent des vulnérabilités d'apprentissage, ce stress peut être plus aigu.
- Au-delà des effets sur le travail et les revenus, les services de garde peuvent réduire le stress des parents. Cette amélioration de la santé mentale des parents se répercute à son tour positivement sur leurs enfants, leur rendement au travail et leur niveau de vie.

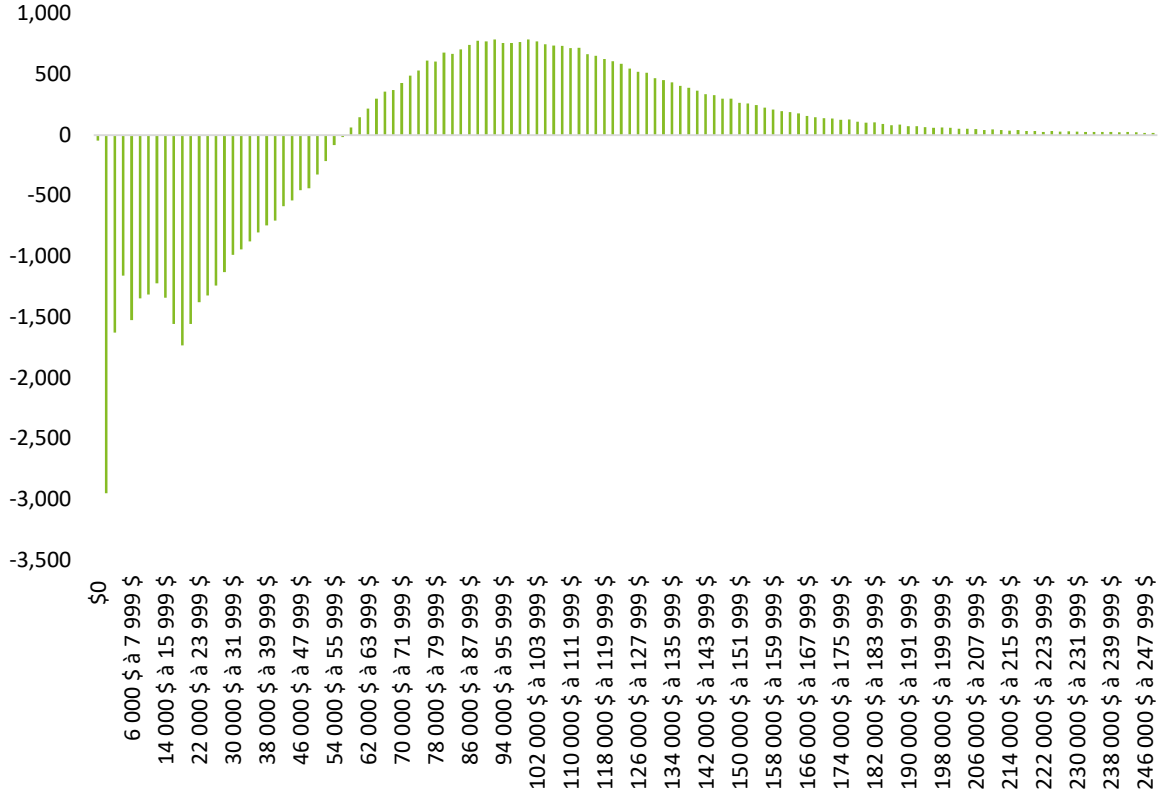
1. Alexander et coll. (2017).

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

L’éducation de la petite enfance en tant qu’agent d’égalité

- Certaines données suggèrent que les enfants inscrits à des services d’AGJE maintiennent leur avantage scolaire tout au long de leur vie, ce qui se traduit par de meilleurs salaires lorsqu’ils entrent plus tard sur le marché du travail.
- D’autres recherches montrent que les programmes d’apprentissage des jeunes enfants sont particulièrement utiles pour les enfants des ménages plus pauvres ou de milieux défavorisés, puisqu’il y a souvent un écart plus grand entre le niveau des compétences des enfants lorsqu’ils entrent à l’école et le niveau des compétences jugé acceptable par le système d’éducation primaire.
- Une étude menée par le Conference Board du Canada a examiné l’incidence du coefficient de Gini, une mesure de l’inégalité, associé à la participation accrue des femmes au marché du travail.
  - Le coefficient de Gini mesure la distribution des revenus dans la population, un coefficient de 0 représentant une distribution parfaitement égale des revenus alors qu’un coefficient de 1 indique qu’une seule personne de la population dispose de tous les revenus.
  - L’étude a permis de constater qu’avec un programme d’EPE à l’échelle du Canada, si 76 540 femmes de plus occupaient un emploi plutôt que de ne pas travailler, le coefficient de Gini du Canada pour les familles ayant de jeunes enfants (0 à 4 ans) passerait de 0,36 à 0,35. Cela représente une réduction de 2,3 % de l’inégalité des revenus pour les familles ayant de jeunes enfants[1], une amélioration importante puisque l’investissement dans cette mesure ne touche qu’environ 0,5 % des familles du recensement.

Figure 4 : Variation du nombre de familles ayant des enfants de 0 à 4 ans par tranche de revenu



Source : Conference Board du Canada, *Prêts pour la vie*, 2017.

1. Alexander et coll., 2017.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Soutien aux enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux

- L'AGJE peut aussi réduire les inégalités en améliorant les possibilités éducatives pour les enfants défavorisés.
- L'EPE semble avoir des effets durables sur la réduction du recours à l'éducation spécialisée aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et dans d'autres économies avancées.
  - Une étude portant sur le programme Partir d'un bon pas pour un avenir meilleur, destiné aux enfants de 4 à 8 ans au Canada, a révélé que les élèves qui ont participé au programme fonctionnaient mieux et avaient un meilleur comportement à l'école, étaient mieux préparés à apprendre, redoublaient moins et avaient moins de besoins éducatifs spéciaux; ces résultats sont demeurés valides pour les enfants durant tout leur primaire et au secondaire[1].
  - Une étude importante regroupant plus de 3 000 enfants au Royaume-Uni a suivi l'incidence de l'EPE sur les enfants tout au long de leur éducation préscolaire, primaire et secondaire. Les chercheurs ont constaté que les enfants qui avaient participé à des programmes d'EPE étaient 40 % moins susceptibles d'avoir des besoins éducatifs spéciaux (BES), ce pourcentage atteignant 55 % dans le cas des enfants qui avaient suivi des programmes d'EPE de qualité supérieure[2].
- Les enfants peuvent rattraper leurs retards dans les compétences de base en lecture, écriture et calcul lorsqu'ils sont plus vieux, mais cela a un coût financier.
  - Le coût de l'éducation des enfants qui ont des BES est élevé; en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Colombie-Britannique, ce coût est estimé à plus de 2 000 $ par élève dans le système d'éducation actuel (Tableau 1).
  - Pour clarifier, ce ne sont pas 2 000 $ par enfant ayant des besoins spéciaux, mais bien 2 000 $ par enfant de la population totale des élèves de ces provinces. Cela représente des centaines de millions de dollars pour les provinces les plus petites et des milliards pour les provinces les plus grandes chaque année.
  - Le coût élevé des classes d'éducation spécialisée soulève la possibilité intéressante que les investissements dans un système universel d'EPE pourraient réduire le coût des BES et compenser en partie le coût des investissements dans des programmes et services nationaux d'AGJE.
- En définitive, plus les enfants sont jeunes, plus il est facile de les aider à rattraper leurs pairs.

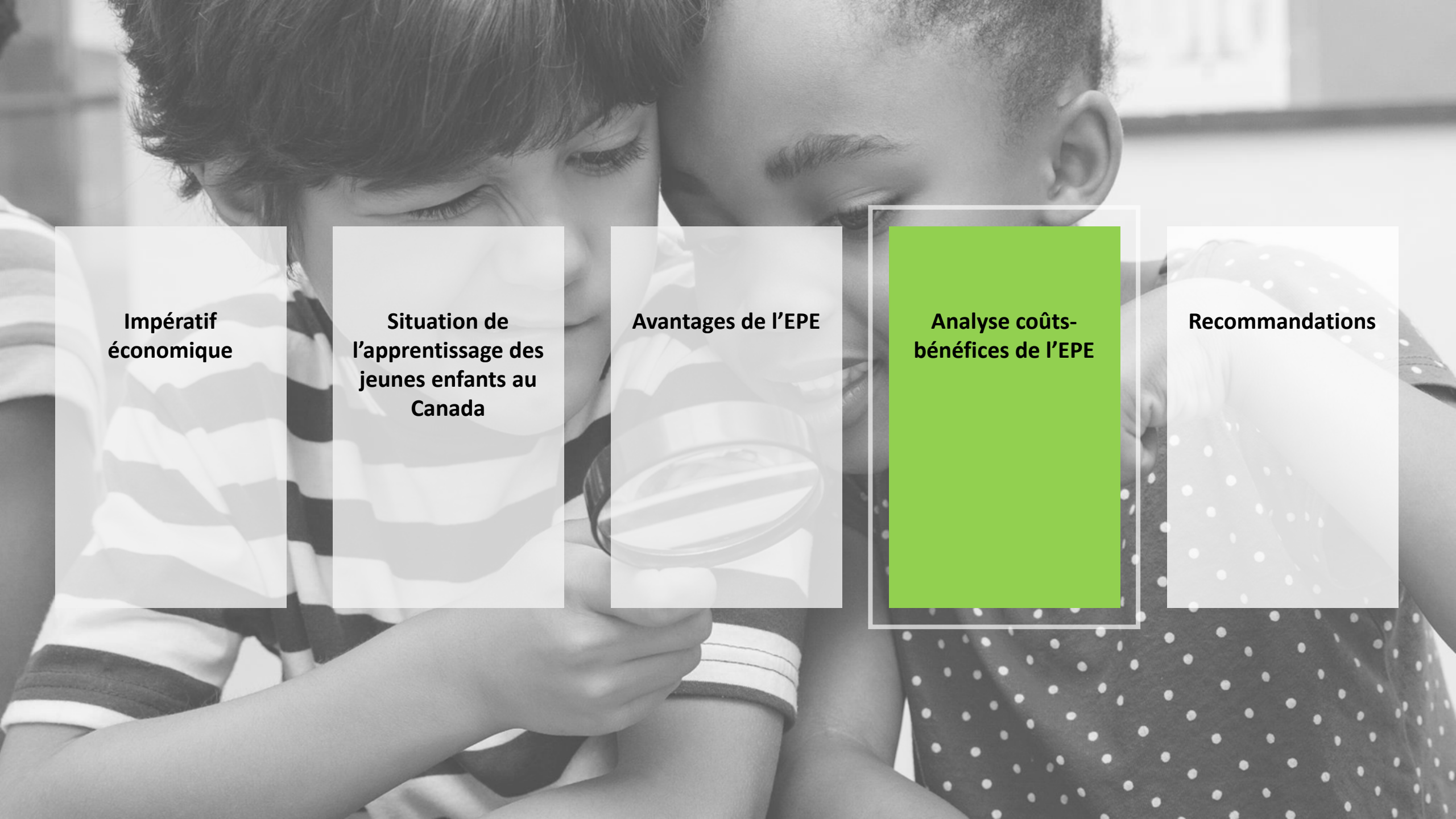
Tableau 1 : Exemples du coût de l'éducation spécialisée par province

Province	Nombre total d'élèves du primaire et du secondaire	Coût de l'éducation spécialisée	Coût par élève
Colombie-Britannique	663 208	1,6 G$	2 487 $
Nouvelle-Écosse	121 600	260 M$	2 140 $
Terre-Neuve-et-Labrador	63 570	130 M$	2 051 $

Les données pour la C.-B. sont pour 2019-2020 et ont été fournies par le ministère de l'Éducation de la C.-B. Les données pour T.-N.-L. sont pour 2020-2021 et ont été fournies par le Newfoundland and Labrador English School District (NLESD), de même que par le Conseil scolaire francophone provincial (CSFP). Les données pour la N.-É. sont pour 2020-2021 et ont été fournies par le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse.

1. Worton et coll., 2014.
2. Melhuish, 2019.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.



Impératif économique

Situation de l’apprentissage des jeunes enfants au Canada

Avantages de l’EPE

Analyse coûts-bénéfices de l’EPE

Recommandations

Analyse coûts-bénéfices de l’éducation de la petite enfance

Plusieurs études ont examiné les coûts et les avantages des investissements dans l’EPE. En règle générale, l’économie profite de l’AGJE des quatre façons suivantes :

Augmentation des recettes fiscales en raison de la plus grande participation des femmes au marché du travail. Ce gain est généré rapidement.

01

Réduction potentielle de la demande de programmes, services et transferts gouvernementaux, en raison des meilleures perspectives d’emploi pour les parents et de la réduction des besoins éducatifs spéciaux. Cet effet se concrétise rapidement lui aussi, car il est lié à la hausse de la participation au marché du travail.

02

Augmentation des recettes fiscales à long terme en raison de la hausse de l’emploi, s’expliquant par de meilleures perspectives d’emploi pour les enfants qui participent à des programmes d’EPE.

03

Augmentation des recettes fiscales à long terme en raison de la hausse de la productivité de la main-d’œuvre, s’expliquant par les meilleures compétences acquises par les enfants qui participent à des programmes d’EPE.

04

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Analyse coûts-bénéfices de l'éducation de la petite enfance (suite)

- Les études sur les investissements dans l'EPE font ressortir des ratios bénéfices-coûts (semblables au rendement du capital investi [RCI]) positifs.
- Les bénéfices découlent de taux de participation au marché du travail plus élevés, de meilleures perspectives pour les enfants qui reçoivent une EPE et d'une réduction des dépenses de soutien social. À l'opposé, les coûts englobent les salaires et avantages des employés, les coûts administratifs, les frais d'occupation de bureaux et d'immeubles et les coûts de programme (p. ex. le matériel éducatif).
- Les ratios bénéfices-coûts montrent une plage d'estimations où chaque dollar investi génère des retombées économiques de 1,6 à 5,8 $.
- Même en utilisant le multiplicateur économique le plus bas, on obtient un taux de rendement très élevé.

Tableau 2 : Ratios bénéfices-coûts de l'éducation de la petite enfance

Étude	Ratio bénéfices-coûts	Bénéfices examinés	Coûts examinés
Prentice (2007)	1,6	• Augmentation du PIB direct et indirect découlant des dépenses	• Salaires et avantages des employés • Coûts des programmes (jouets, livres, etc.) • Frais d'occupation de bureaux et d'immeubles • Coûts administratifs
Fortin, Godbout et St-Cerny (2011)	1,7	• Recettes générées par la plus grande participation au marché du travail	• Soutien financier apporté aux centres de la petite enfance • Infrastructure des centres de la petite enfance • Prestations de retraite versées aux employés des services de garde
Peters et autres (2010)	2,0	• Incidence sur l'utilisation des services de santé, d'éducation spécialisée et sociaux, et sur le système de justice pénale	• Salaires et avantages des employés • Matériel pour les activités éducatives et récréatives • Aliments pour les collations et les petits repas
Cleveland et Krashinsky (1998)	2,0	• Avantages implicites du développement pour les jeunes enfants • Augmentation de la participation des mères au marché du travail, y compris une augmentation du salaire pour certaines	• Salaires et avantages des employés
Fairholm (2012)	2,5	• Avantages à long terme pour les enfants : moins d'échecs scolaires, recours moindre à l'éducation spécialisée, taux de tabagisme moins élevé, etc. • Augmentation du nombre d'heures de travail des mères et augmentation potentielle du salaire	• Modélisation entrées-sorties des coûts associés aux soins donnés ailleurs qu'à la maison, y compris les salaires et avantages des travailleurs, les dépenses pour les fournitures, etc.
Conference Board du Canada (2017)	Limite inférieure = 1,67 Limite supérieure = 5,83	• Recettes générées par la plus grande participation au marché du travail • Recettes générées par les salaires futurs plus élevés des enfants qui reçoivent une EPE	• Financement de nouveaux espaces d'EPE, y compris les salaires des éducateurs et les infrastructures scolaires

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Analyse coûts-bénéfices de l'éducation de la petite enfance (suite)

- Compte tenu de notre contexte budgétaire contraignant, il convient de se demander si l'on peut se permettre un investissement public à grande échelle dans l'EPE.
- Le Tableau 3 illustre les effets nets estimés sur les soldes budgétaires des administrations fédérale et provinciale en 2008, soit 11 ans après la mise en œuvre du programme québécois de services de garde.
  - L'économiste Pierre Fortin et ses collaborateurs utilisent le nombre estimé de 70 000 mères de plus sur le marché du travail au Québec en 2008 pour estimer l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) québécois[1].
  - Cette augmentation du PIB est ensuite convertie en augmentation des recettes fiscales en utilisant une hypothèse d'élasticité[2]. C'est pourquoi les administrations fédérale et provinciale bénéficient de cette hausse des impôts perçus sur les revenus d'emploi des particuliers, les revenus de propriété des particuliers et les bénéfices des sociétés. Simultanément, les administrations bénéficient d'une réduction des dépenses fiscales et des transferts aux familles compte tenu de la hausse des revenus des mères.
  - Globalement, les recettes des administrations fédérale et provinciale auraient augmenté d'environ 2,2 G$. Le gouvernement du Québec a dépensé environ 1,2 G$ pour financer la subvention fiscale, ce qui donne une amélioration du solde budgétaire d'environ 900 M$.
- L'analyse de Pierre Fortin suggère que les gouvernements ont perçu des recettes de 1,75 $ pour chaque dollar investi dans les services de garde. Les avantages sont supérieurs aux coûts même lorsqu'on inclut les coûts des cotisations aux régimes d'assurance sociale, ce qui laisse entendre qu'un programme d'EPE semblable à celui du Québec serait rentable.

Tableau 3 : Effets fiscaux nets du programme québécois de services de garde (estimés pour 2008)

Source des effets	Ordre de gouvernement		
	Fédéral	Provincial/ municipal	Total
Hausse des impôts perçus	530	1 129	1 659
• sur les revenus d'emploi des particuliers	231	349	580
• sur les revenus de propriété des particuliers	34	39	73
• sur les bénéfices des sociétés	95	78	173
• sur la production et d'autres sources	170	663	833
Baisse des dépenses fiscales	43	170	213
Économies liées aux transferts aux familles	100	179	279
Hausse des recettes	**+673**	**+1 478**	**+2 151**
Augmentation des coûts des services de garde	0	-1 232	-1 232
Variation du solde budgétaire	**+673**	**+246**	**+919**
Pour mémoire : hausse des cotisations sociales[3]	55	318	373

Source : Fortin, Godbout et St-Cerny (2013, tableaux 5, 7 et 8). Données résumées et transmises par Pierre Fortin.

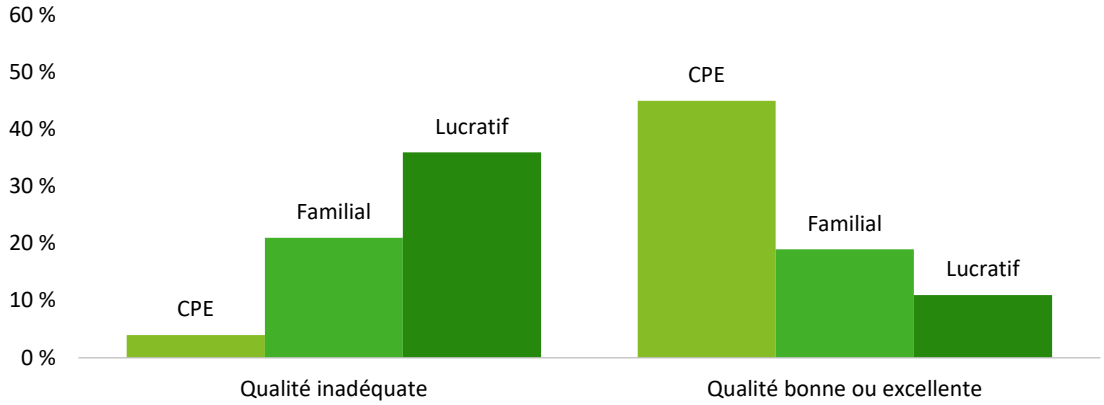
1. M. Fortin a fourni une analyse sommaire à Deloitte aux fins du présent rapport. Pour en savoir davantage, consultez le rapport complet.
2. M. Fortin s'appuie sur le théorème de proportionnalité de Solow selon lequel une augmentation de 1,8 % de l'emploi (représentée par les 70 000 travailleuses de plus) se traduirait par une augmentation de 1,8 % du PIB. On considère que les impôts perçus augmenteraient eux aussi de 1,8 %.
3. La hausse des cotisations aux régimes d'assurance sociale ne fait pas partie des variations des soldes budgétaires, car on estime que ces cotisations généreront des avantages futurs équivalents.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Financement de l’éducation de la petite enfance

- Une autre dimension de l’accessibilité concerne la façon dont les gouvernements canadiens peuvent soutenir les familles pour qu’elles inscrivent leurs enfants à l’EPE.
- Un élément clé de l’accès à l’EPE pour tous les enfants est la question de savoir s’il faut financer un programme du côté de la demande (p. ex. au moyen de crédits d’impôt ou de subventions remis aux parents) ou du côté de l’offre (c.-à-d. une éducation réglementée par les pouvoirs publics, mais pas nécessairement des services d’AGJE gérés ou fournis par les gouvernements).
- Pour faire cette évaluation, il faut se demander lequel des deux mécanismes générera la meilleure qualité, puisque les programmes doivent être de grande qualité pour optimiser les avantages liés aux investissements.
- Encore ici, les programmes québécois d’EPE nous renseignent sur les écarts possibles dans la qualité de l’éducation selon le type de service de garde.
  - Le Québec a réformé le financement de ses services de garde en 1997 et a conçu un système de services de garde sans but lucratif (les CPE), en milieu familial et à but lucratif. Malheureusement pour les enfants et l’État, la qualité de l’éducation dans les services de garde en milieu familial et à but lucratif au Québec était très variable, et globalement ne s’est pas montrée à la hauteur de celle des CPE sans but lucratif, avec des résultats moins qu’optimaux pour les enfants (Figure 5)[1].
  - Au début du programme subventionné du Québec, les CPE étaient financés directement par le gouvernement et les parents bénéficiaient d’un tarif réduit. Cependant, lorsque la demande a dépassé l’offre, un financement supplémentaire a été mis en place au moyen de crédits d’impôt et de subventions offerts aux parents; cela a financé davantage de services de garde à but lucratif et en milieu familial, mais a fait baisser la qualité dans l’ensemble.
- Cette dynamique laisse penser que les programmes d’EPE devraient être financés au moyen de mécanismes appliqués à l’offre et réglementés pour en assurer la qualité, plutôt que par des crédits d’impôt ou des transferts aux parents puisque cette approche est moins susceptible de créer des programmes d’AGJE de qualité.

Figure 5 : Pourcentage des enfants québécois de 18 à 66 mois, par qualité et type de service de garde



Source : Cleveland, 2018. Institut de la statistique du Québec, 2004 et 2015. Note : « CPE » = centre de la petite enfance (en 2014); « familial » = garde régie en milieu familial (en 2003); « lucratif » = garde régie en installation privée à but lucratif et à plein tarif (en 2004).

1. Cleveland, 2018.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

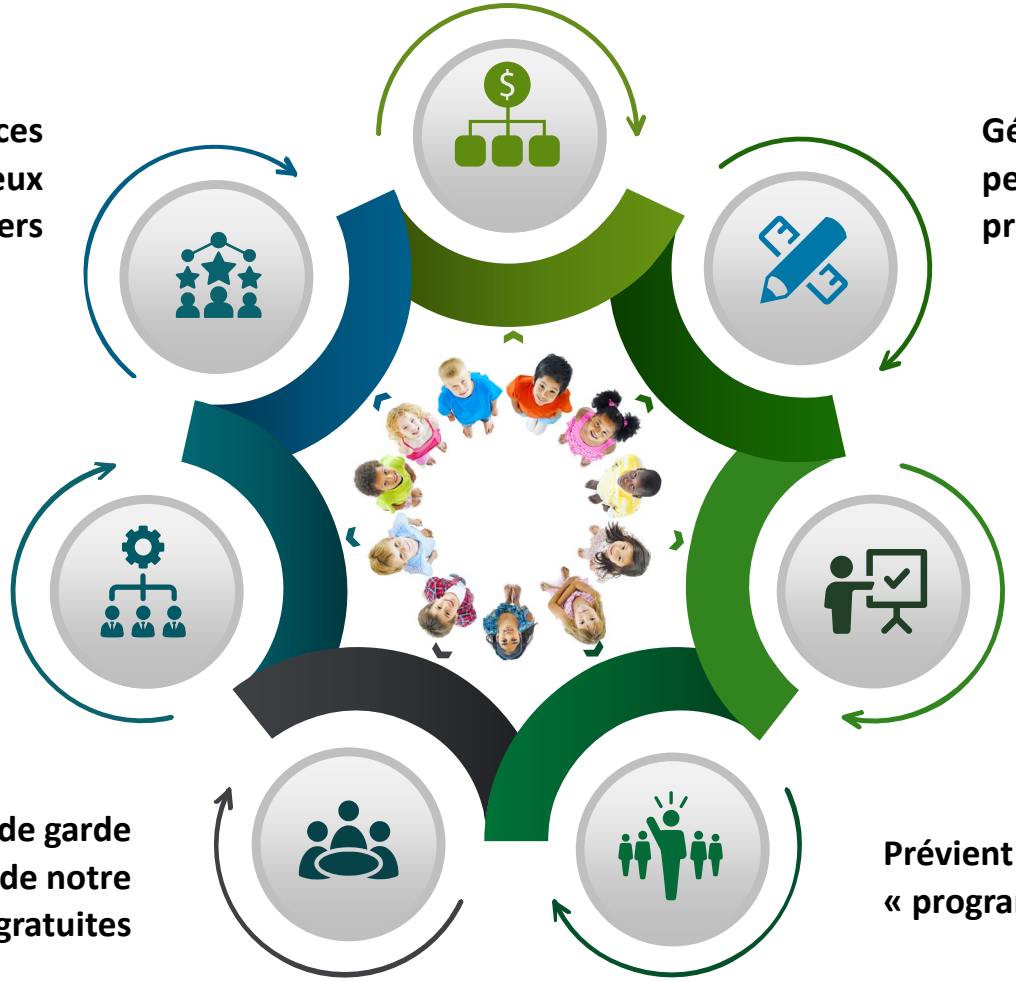
Avantages d’une approche universelle de l’éducation de la petite enfance

Globalement, les avantages d’une approche universelle de l’EPE sont nombreux

Les revenus générés sont supérieurs aux coûts

Contribue à assurer l’égalité des chances pour les enfants issus de milieux socioéconomiques divers

Génère des excédents budgétaires qui peuvent être réinvestis dans d’autres priorités des gouvernements



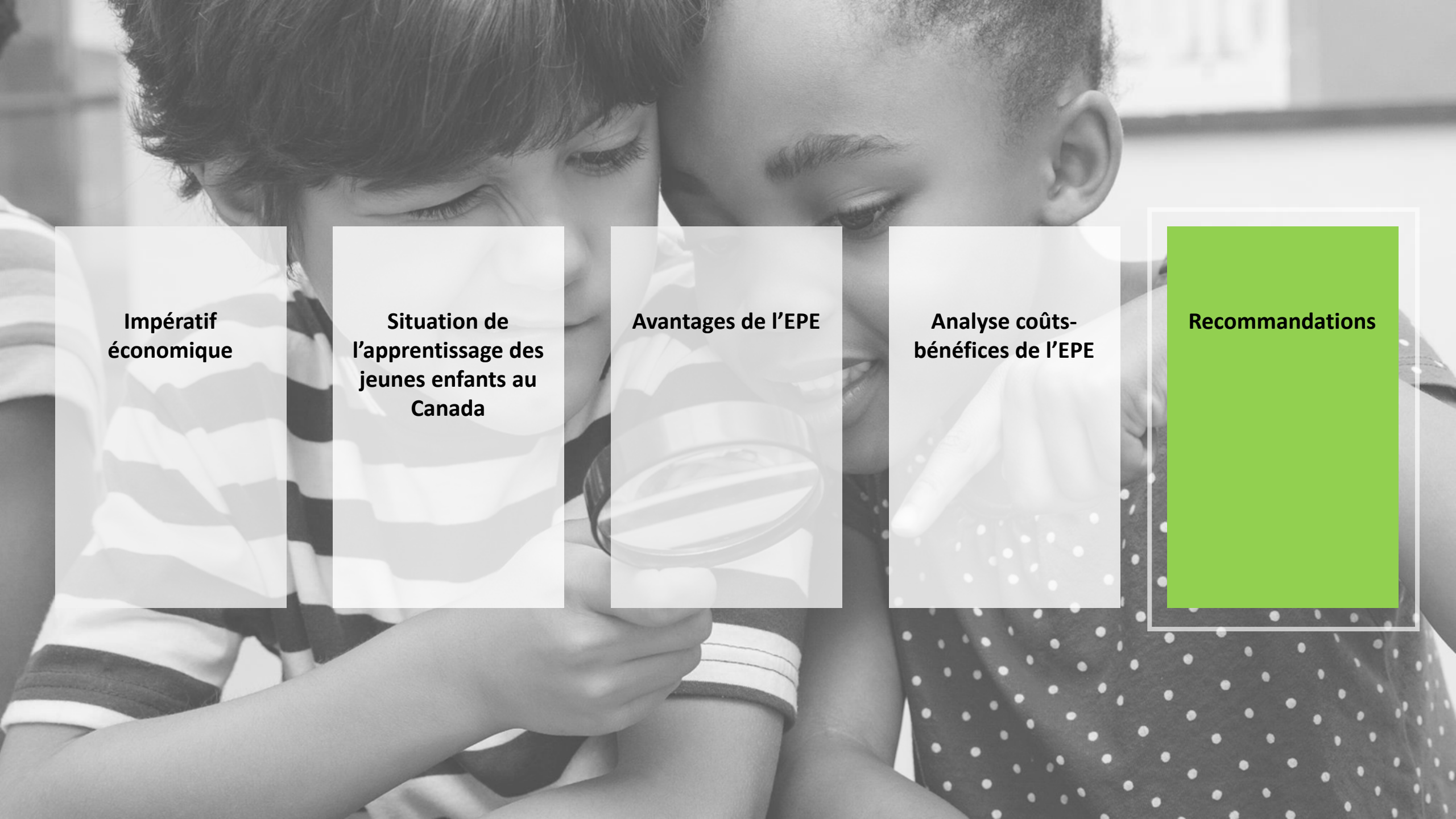
Contribue à hausser le niveau des mécanismes d’EPE offerts dans l’ensemble des collectivités du Canada

Favorise le mélange d’enfants et de familles issus de différentes collectivités et classes sociales

Place le système d’apprentissage et de garde des jeunes enfants au sein même de notre système d’écoles publiques gratuites

Prévient la stigmatisation associée aux « programmes pour les pauvres »

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.



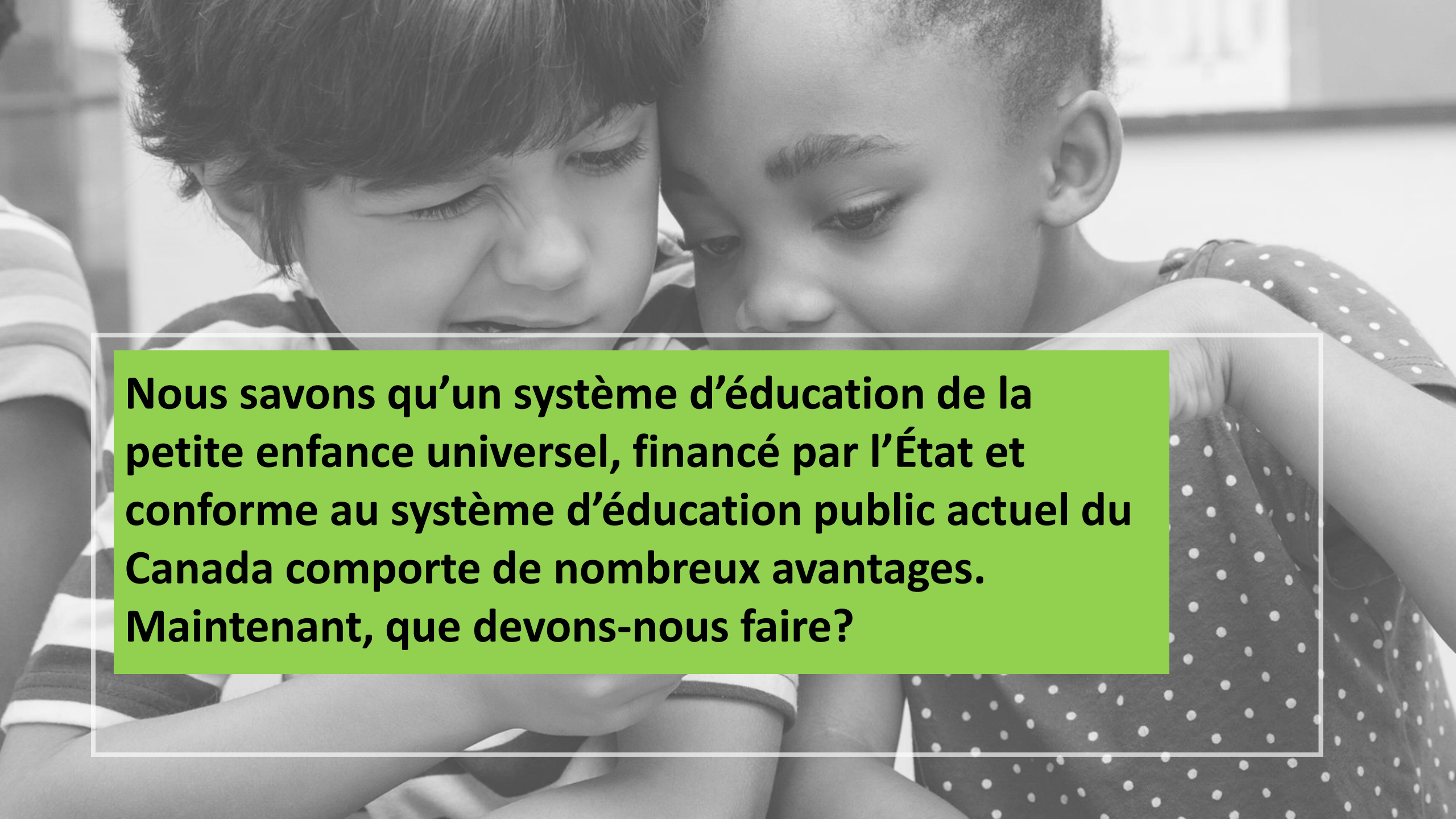
Impératif économique

Situation de l’apprentissage des jeunes enfants au Canada

Avantages de l’EPE

Analyse coûts-bénéfices de l’EPE

Recommandations



Nous savons qu'un système d'éducation de la petite enfance universel, financé par l'État et conforme au système d'éducation public actuel du Canada comporte de nombreux avantages. Maintenant, que devons-nous faire?

Recommandations

Les gouvernements doivent investir dans des services et programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants universels et de grande qualité, basés sur un curriculum et donnés par des éducateurs qualifiés **1**

- Certaines provinces ont fait des progrès importants ces dernières années en assurant une couverture de l'EPE pour les enfants. La recommandation sous-jacente est, qu'après la mise en place d'une couverture complète pour les enfants de 4 ans, la couverture s'étende aux enfants de 3 ans pour accroître la durée de l'EPE, celle-ci étant liée à l'acquisition des compétences.

Assurer un financement approprié et durable **2**

- Pour parvenir aux résultats recommandés, les gouvernements fédéral et provinciaux devront travailler ensemble sur des modèles de cofinancement, pour que les investissements dans l'EPE ne reposent pas sur les particuliers et sur des crédits d'impôt appliqués du côté de la demande, mais plutôt sur la prise en charge de l'EPE en tant que service public au même titre que les soins de santé et l'enseignement primaire.
- Pour donner une idée des investissements requis, le Conference Board du Canada a estimé en 2017 qu'il en coûterait 3,3 G$ pour les coûts d'exploitation et 3,7 G$ en infrastructures pour amener le taux d'inscription à l'EPE à la moyenne de l'OCDE, pour un total de 7 G$.[1] Un rapport plus récent du Atkinson Centre en 2020 estimait que le gouvernement fédéral devrait investir 8 G$ pour atteindre la moyenne de l'OCDE, ce montant étant encore ici réparti en coûts d'exploitation annuels et en infrastructures[2].

1. Alexander et coll., 2017.
2. Yalnizyan et McCuaig. *A Year-by-Year Approach to Investing in Early Learning and Child Care,* Toronto, Atkinson Centre, octobre 2020.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

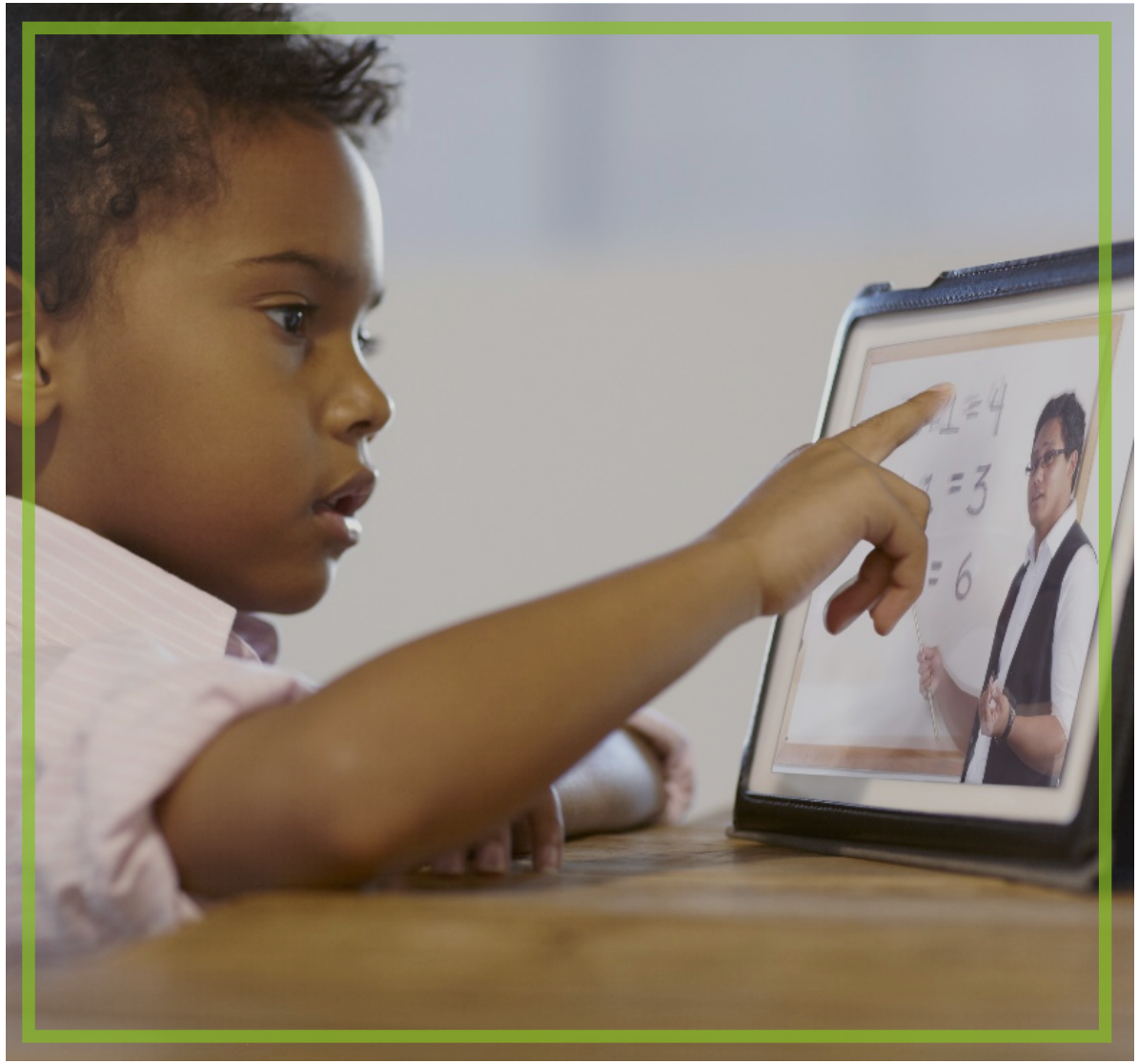
Recommandations (suite)

Disposer d'un nombre suffisant d'éducateurs de qualité **3**

- Actuellement, il n'y a pas assez de professionnels de l'EPE pour soutenir notre recommandation visant une éducation de la petite enfance universelle et de grande qualité. De plus, les salaires sont souvent bas, ce qui peut contribuer à la rotation élevée des éducateurs dans les centres d'EPE.
- En assurant un financement stable et suffisant, nous pouvons proposer des salaires concurrentiels et faire en sorte que les éducateurs aient les compétences et l'expérience voulues pour fournir des services de garde et des occasions d'apprentissage de grande qualité aux enfants.

Assurer une surveillance efficace des institutions qui offrent les programmes **4**

- Les programmes d'éducation de la petite enfance ne peuvent générer les avantages voulus et susciter l'adhésion que s'ils sont de grande qualité.
- Les gouvernements doivent établir des cadres de recherche et de surveillance efficaces et souples pour s'assurer que l'EPE produit les résultats voulus en matière d'apprentissage et de développement et qu'elle soutient les politiques éducatives au Canada.
- Le gouvernement fédéral peut jouer un rôle important pour établir des normes et recueillir les statistiques voulues sur la qualité et le rendement, ce qui peut aider à harmoniser les programmes d'AGJE provinciaux et territoriaux.



©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Recommandations (suite)

Accroître la sensibilisation aux avantages de l'EPE **5**

- Afin de réaliser les gains décrits dans le présent rapport, il est essentiel d'améliorer les taux d'inscription.
- Pour ce faire, nous devons mieux communiquer le lien entre l'EPE et les résultats d'apprentissage individuels afin d'aider les familles à faire des choix éclairés en matière de services de garde.
- Il serait également utile que le monde des affaires prenne la pleine mesure de ce que représentent les services de garde en tant qu'infrastructure essentielle pour les employés, et qu'il ajoute sa voix pour soutenir les investissements publics dans l'AGJE. L'AGJE offre une main-d'œuvre élargie aux entreprises, et une main-d'œuvre plus productive.

Étendre les investissements dans les infrastructures **6**

- Les services d'éducation de la petite enfance doivent idéalement se trouver dans les écoles afin d'assurer une transition en douceur vers l'école primaire. Toutefois, il serait nécessaire d'investir dans certaines écoles afin qu'elles disposent d'un espace adéquat.
- Au bout du compte, les investissements devront couvrir les coûts d'exploitation annuels ainsi que les infrastructures nécessaires. Ces dépenses en immobilisations devront être prises en compte dans les décisions stratégiques concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Références

Alexander, C., Beckman, K., Macdonald, A., Renner, C. et Stewart, M. *Prêts pour la vie : analyse socioéconomique de l'éducation et des soins à la petite enfance*, Ottawa, Conference Board du Canada, 2017.

Institut canadien d'information sur la santé. *Enfants vulnérables dans certains domaines de la petite enfance*, https://votresystemedesante.icis.ca/hsp/inbrief?lang=fr#!/indicateurs/013/children-vulnerable-in-areas-of-early-development/;mapC1;mapLevel2;overview;/.

Cleveland, G. *Des services abordables pour tous : rendre les services de garde agréés abordables en Ontario*, Cleveland Consulting: Early Childhood Education and Care, https://www.msdsb.net/images/ADMIN/correspondence/2018/MEDU_Affordable_for_All_Dr_Cleveland_fr.pdf, 2018.

Cleveland, G. et Krashinsky, M. *Les avantages et les coûts liés à de bons services de garde à l'enfance*, Toronto, Université de Toronto, www.childcarecanada.org/sites/default/files/bc.pdf (résumé en français : https://childcarecanada.org/sites/default/files/BN_goodinvestmentFR_0.pdf), 1998.

Deloitte. *Catalyseur : une vision pour un Canada prospère en 2030*, Centre de l'avenir du Canada, Deloitte Canada, https://www2.deloitte.com/ca/fr/pages/future-of-canada-center/articles/catalyseur.html, 2020.

Fairholm, Robert. *Economic Impact Analysis of Early Learning and Care for Children*, Milton, Ontario, The Centre for Spatial Economics, www.toronto.ca/legdocs/mmis/2012/cd/bgrd/backgroundfile-46155.pdf, 2012.

Fortin, P., Godbout, G. et St-Cerny, S. *L'impact des services de garde à contribution réduite du Québec sur le taux d'activité féminin, le revenu intérieur et les budgets gouvernementaux*, Interventions économiques/Papers in Political Economy 47, 1-28, 2013.

Fortin, P., Godbout, G. et St-Cerny, S. *Economic Consequences of Quebec's Educational Childcare Policy*, https://www.oise.utoronto.ca/atkinson/UserFiles/File/Events/2011-06-22%20-%20Economic%20Forum/EarlyLearningEconomicForum_Fortin.pdf, 2011.

Geoffroy, M. C., Côté, S. M., Giguère, C. É., Dionne, G., Zelazo, P. D., Tremblay, R. E., Boivin, M. et Séguin, J. R. *Closing the gap in academic readiness and achievement: the role of early childcare*, Journal of child psychology and psychiatry, and allied disciplines, 51(12), 1359–1367, https://doi.org/10.1111/j.1469-7610.2010.02316.x, 2010.

Haeck, C., Lefebvre, P. et Merrigan, P. *Universal childcare and long-term effects on child well-being: Evidence from Canada*, Cahier de recherche numéro 15-02, Groupe de recherche sur le capital humain, Université du Québec à Montréal, 2015b.

Honorable Margaret Norrie McCain. *Early Years Study 4: Thriving Kids, Thriving Society*, Toronto, Margaret and Wallace McCain Family Foundation Inc., extrait de : https://earlyyearsstudy.ca/wp-content/uploads/2020/02/EYS4-Report_01_15_2020.pdf, 2020.

Kottelenberg, M. et Lehrer S. *New evidence on the impacts of access to and attending universal child-care in Canada*, Analyse de politiques, vol. 39, nº 2, juin, p. 263-285, 2013.

McCuaig, K. et Akbari, E. *Rapport sur l'éducation à la petite enfance 2014*, Atkinson Centre, OISE, Université de Toronto, 2014.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Références

Melhuish, E. *A longitudinal study of the long-term influence of Early Childhood Education and Care (ECEC) for the risk of developing Special Educational Needs (SEN) dans The Preemptive Nature of Quality Early Child Education on Special Educational Needs in Children,* Faculté de l'éducation, Université Memorial de Terre-Neuve-et-Labrador, St. John's, Terre-Neuve, 2019.

OCDE. Résultats du PISA 2018 (Volume V) : *Effective Policies, Successful Schools*, PISA, Les Éditions de l'OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/ca768d40-en, 2020a.

OCDE. *Petite enfance, grands défis : les indicateurs clés de l'OCDE sur l'éducation et l'accueil des jeunes enfants*, https://www.oecd-ilibrary.org/fr/education/petite-enfance-grands-defis-2017_9789264300491-fr, 2017.

Peters, R. DeV., Nelson, G., Petrunka, K., Pancer, S. M., Loomis, C., Hasford, J., Janzen, R., Armstrong, L. et Van Andel, A. *Investing in Our Future: Highlights of Better Beginnings, Better Futures Research Findings at Grade 12,* Kingston, Ontario; *Partir d'un bon pas pour un avenir meilleur*, Unité de coordination de la recherche, Université Queen's, http://betterbeginningssudbury.ca/wp-content/uploads/2015/09/Grade-12-report-FINAL-version.pdf, 2010.

Prentice, Susan. *Les services de garde franco-manitobains*; Winnipeg : Coalition des services de garde à l'enfance du Manitoba, 2007.

Worton, S. K., Caplan, R., Nelson, G., Pancer, P., Loomis, C., Peters, R.D. et Hayward, K. (2014). *Better Beginnings, Better Futures: Theory, research, and knowledge transfer of a community-based initiative for children and families*, Psychosocial Intervention, vol. 23, p. 135-143, 2014.

Yalnizyan, A. et McCuaig, K. *A Year-by-Year Approach to Investing in Early Learning and Child Care*, Toronto, Atkinson Centre, 2020.

©2021 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Deloitte.

À propos de Deloitte

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500^{MD} par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir www.deloitte.com/ca/apropos.

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 330 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 11 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur LinkedIn, Twitter, Instagram ou Facebook.

© Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.